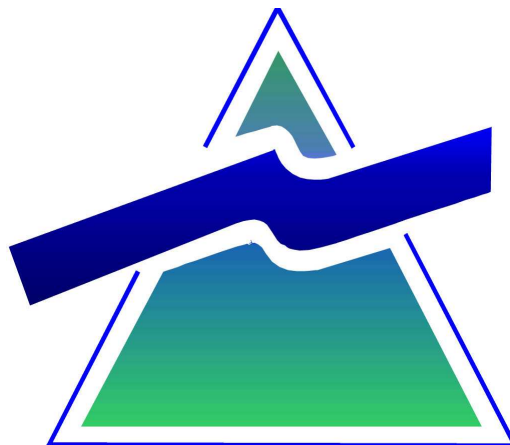


**SYNDICAT DES EAUX BAROUSSE
COMMINGES SAVE
ET
SEM PYRENEES
SERVICES PUBLICS**



**REGLEMENT
DU
SERVICE D'EAU POTABLE**

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS GENERALES

Article 1	Objet du règlement
Article 2	Obligations du service
Article 3	Droits des Abonnés
Article 4	Modalités de fourniture d'eau
Article 5	Définition du branchement
Article 6	Conditions d'établissement du branchement

CHAPITRE 2 CONTRATS D'ABONNEMENTS

Article 7	Demande de contrat d'abonnement
Article 8	Règles générales concernant les contrats d'abonnements ordinaires
Article 9	Cessation, renouvellement, mutation et transfert des contrats d'abonnements ordinaires
Article 10	Contrats d'abonnements ordinaires
Article 11	Contrats d'abonnements spéciaux
Article 12	Contrats d'abonnements temporaires
Article 13	Contrats d'abonnements particuliers pour lutte contre l'incendie

CHAPITRE 3 BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES

Article 14	Mise en service du branchement et du compteur
Article 15	Installations intérieures de l'abonné, fonctionnement, règles générales
Article 16	Installations intérieures de l'abonné, cas particulier
Article 17	Installations intérieures de l'abonné, interdictions
Article 18	Manœuvres des robinets sous bouche à clé et démontage des branchements
Article 19	Compteurs : relevés, fonctionnement, entretien
Article 20	Consommations anormales
Article 21	Compteurs : vérification

CHAPITRE 4 PAIEMENTS

Article 22	Paiement du branchement et du compteur
Article 23	Paiement des fournitures d'eau
Article 24	Frais de fermeture et de réouverture du branchement
Article 25	Paiement des prestations et fourniture d'eau relatives aux abonnements temporaires

CHAPITRE 5 INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION

Article 26	Emploi de l'eau et condition de fournitures
Article 27	Restrictions à l'utilisation de l'eau et modifications des caractéristiques de distribution
Article 28	Cas du service de lutte contre l'incendie

CHAPITRE 6 PENALITES

Article 29	Pénalités
------------	-----------

CHAPITRE 7 DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 30	Date d'application
Article 31	Modifications du règlement
Article 32	Clause d'exécution

CHAPITRE 1

Dispositions générales

Le Syndicat des Eaux Barousse Comminges Save assure la distribution de l'eau par délégation des communes adhérentes, en régie ou en contrat d'affermage avec la société d'Economie Mixte Pyrénées Services Publics.

Dans la suite de ce document le terme « Service des Eaux » désigne le Syndicat ou la SEM PSP lorsque celle-ci assure la mission de distribution d'eau dans le cadre du contrat de service public.

ART. 1- OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement définit les prestations assurées par le service des eaux ainsi que les obligations respectives du service des Eaux, des abonnés, des usagers, des occupants et des propriétaires.

- L'abonné est la personne qui a souscrit un contrat d'abonnement auprès du service des eaux.

- L'usager est la personne qui utilise l'eau potable issue du réseau public de distribution.

- L'occupant est la personne qui habite le lieu desservi par le réseau public de distribution.

- Le propriétaire est la personne qui est propriétaire de l'immeuble concerné.

L'occupant, l'usager, l'abonné et le propriétaire peuvent être, selon le cas, la même personne physique ou morale, ou des personnes distinctes.

Une annexe spécifique au présent règlement concerne les dispositions applicables aux propriétaires et gestionnaires d'immeubles collectifs ou d'ensembles immobiliers de logements dont les occupants bénéficient d'abonnements individuels.

ART. 2- OBLIGATIONS DU SERVICE

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement selon les modalités prévues à l'article 6 ci-après, suivant les possibilités techniques.

Il est responsable du bon fonctionnement du service.

Les branchements et les compteurs sont établis sous la responsabilité du Service des Eaux, de manière à permettre leur fonctionnement correct dans les conditions normales d'utilisation.

Il est tenu, sauf cas de force majeure, d'assurer la continuité du service.

Le Service des Eaux est tenu de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie), le service sera exécuté selon les dispositions des articles 27 à 29 du présent règlement.

Il est tenu d'informer les communes adhérentes, et la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers soit directement, soit indirectement par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bain, arrosage...).

Tous justificatifs de la conformité de l'eau à la réglementation en matière de potabilité sont mis à la disposition de tout abonné qui en fait la demande, soit par le Président du Syndicat responsable de l'organisation du service de distribution d'eau, soit par le Préfet du Département intéressé, dans les conditions prévues par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public.

Ces justificatifs sont assortis de commentaires propres à éclairer utilement l'abonné.

ART. 3- DROITS DES ABONNES

Le service public assure la gestion du fichier des abonnés dans les conditions de confidentialité et de protection des données définies par la réglementation en vigueur.

Tout abonné a le droit de consulter gratuitement dans les locaux du service des eaux le dossier ou la fiche contenant les informations à caractère nominatif le concernant. Il peut également obtenir, sur simple demande au service public, la communication d'un exemplaire de ces documents le concernant à un coût n'excédant pas celui des photocopies nécessaires. Le service public doit procéder à la rectification des erreurs portant sur des informations à caractère nominatif qui lui sont signalées par les abonnés concernés.

ART. 4 MODALITES DE FOURNITURE DE L'EAU

Tout usager éventuel désireux d'être alimenté en eau doit souscrire auprès du Service des Eaux une demande de contrat d'abonnement.

La fourniture d'eau se fait uniquement aux moyens de branchements munis de compteurs.

ART. 5 DEFINITION DU BRANCHEMENT

Le branchement comprend depuis la canalisation publique, suivant le trajet le plus court :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique, le robinet sous bouche à clé
- la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- le robinet d'arrêt avant compteur,
- s'il y a lieu, la niche abritant le compteur,
- le cas échéant, le réducteur de pression,
- le compteur,
- le clapet anti-pollution ou robinet purgeur.

Les colonnes montantes, qui desservent les logements situés aux différents étages et qui relient le compteur général aux compteurs individuels ne font pas partie du branchement de l'immeuble, elles constituent un réseau privé de distribution, même si les compteurs individuels placés à l'extrémité de ces colonnes montantes appartiennent à la collectivité.

Pour les travaux d'installation intérieure, c'est-à-dire, ceux faits à la suite du compteur, les abonnés seront libres de faire exécuter ces travaux comme ils l'entendront. En conséquence, ils seront responsables de toutes les avaries qui pourraient survenir et redevables de la consommation enregistrée par suite de fuites ou autres qui pourraient se produire sur leurs installations.

Ils s'interdisent en outre tout autre système d'alimentation en eau qui pourrait, pour une cause ou une autre, communiquer avec le réseau de distribution d'eau potable. Ils seraient, dans ce cas bien précis, **responsables des faits** qui se produiraient.

ART. 6 CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Un branchement sera établi pour chaque propriété et/ou immeuble.

Toutefois, sur décision du service, dans le cas d'un immeuble collectif, il pourra être établi :

- soit, un branchement unique, équipé d'un compteur.
- soit plusieurs branchements distincts munis chacun d'un compteur, dès lors que le propriétaire en fait la demande.

De même les immeubles indépendants, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'une exploitation agricole, industrielle ou artisanale ou des bâtiments situés sur une même propriété et ayant le même occupant, sur décision du Service des Eaux.

Le Service des Eaux fixe, au vu de la demande d'abonnement, le tracé et le diamètre du branchement, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur qui doit être situé au plus près du domaine public.

Si, pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction des conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par le Service des Eaux, celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge le supplément de dépenses d'installation et d'entretien en résultant. Le Service des Eaux demeure toutefois libre de refuser ces modifications si elles ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Tous les travaux d'installation de branchement sont exécutés pour le compte de l'abonné et à ses frais, **par le Service des Eaux**. Ce dernier peut toutefois faire appel à une entreprise agréée par lui. Le Service des Eaux ou l'entreprise agréée par lui présente à l'abonné un devis détaillé des travaux à réaliser et des frais correspondants et précisant les délais

d'exécution. L'exécution des travaux est subordonnée à l'acceptation du devis. La fourniture de l'eau est subordonnée à la souscription d'un contrat d'abonnement (cf chapitre 2).

Les branchements jusqu'au compteur inclus, y compris le robinet de purge s'il est contigu au compteur, mais non compris, le cas échéant, le regard ou la niche abritant le compteur, sont la propriété du Service des Eaux et font partie intégrante du réseau.

Les travaux d'entretien et de renouvellement des branchements sont exécutés par le Service des Eaux ou, sous sa direction technique, par une entreprise ou un organisme agréé par lui.

Le Service des Eaux, seul habilité à intervenir sur la partie avant compteur, prend à sa charge les frais propres à ses interventions.

L'entretien à la charge du Service des Eaux ne comprend pas :

- les frais de remise en état des installations mises en place par le propriétaire postérieurement à l'établissement du branchement ;
- les frais de déplacement ou de modification des branchements effectués à la demande de l'abonné ;
- les frais de réparation résultant d'une faute prouvée de l'abonné.

Ces frais sont à la charge de l'abonné.

CHAPITRE 2

Contrat d'abonnement

ART. 7 DEMANDE DE CONTRAT D'ABONNEMENT

Les contrats d'abonnements sont passés avec le propriétaire ou usufruitier de l'immeuble ou par tout tiers désigné (locataire...).

Par la transmission de sa demande d'abonnement, le demandeur prend la qualité d'abonné et se soumet aux dispositions du présent règlement.

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement dans un délai de huit jours suivant l'acceptation du contrat d'abonnement, s'il s'agit du branchement existant.

S'il faut réaliser un branchement neuf, le délai nécessaire sera porté à la connaissance du candidat lors de sa demande d'abonnement et après acceptation du devis.

Cette demande d'abonnement ne sera prise en considération que lorsque le dossier technique, établi par le Service des Eaux, confirmera s'il y a possibilité d'alimentation à partir du réseau.

Le Service des Eaux peut surseoir (ou même refuser) à accorder un abonnement ou limiter le débit du branchement si l'implantation de l'immeuble ou la consommation nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisation

Avant de raccorder un immeuble neuf, le Service des Eaux peut exiger du demandeur la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme et avec la réglementation sanitaire.

ART. 8 REGLES GENERALES CONCERNANT LES CONTRATS D'ABONNEMENTS ORDINAIRES

Les contrats d'abonnements ordinaires sont souscrits pour une durée indéterminée. La résiliation est notifiée par l'une ou l'autre partie avec un mois de préavis.

Au vu de sa demande d'abonnement le Service des Eaux remet au nouvel abonné un exemplaire du présent Règlement. Le présent Règlement est un acte administratif qui s'impose en permanence au Service des Eaux pour la gestion du service de distribution d'eau potable et qui s'impose à l'abonné à partir du moment où il a signé sa demande d'abonnement. La demande d'abonnement est unilatérale car elle constitue un contrat d'adhésion. Elle est signée du seul abonné qui s'engage à respecter le Règlement. La demande est faite en un unique exemplaire, dont copie est délivrée aux abonnés.

ART. 9 CESSATION, RENOUVELLEMENT, MUTATION ET TRANSFERT DES CONTRATS D'ABONNEMENTS ORDINAIRES

En cas de déménagement, l'alimentation en eau est généralement maintenue si le nouveau propriétaire souscrit un contrat d'abonnement dans un délai court. Dans le cas contraire, le branchement est fermé et le compteur enlevé.

Dans le cas où le contrat d'abonnement est résilié par un tiers désigné autre que le propriétaire (locataire...), le branchement n'est pas fermé, et les charges (notamment partie forfaitaire de la facture d'eau) et responsabilités afférentes au branchement sont transférées au propriétaire du branchement jusqu'à ce qu'un nouveau contrat d'abonnement soit souscrit par le propriétaire ou un nouveau tiers désigné, ou jusqu'à ce que le propriétaire demande la fermeture du branchement. Si après cessation de son abonnement et fermeture du branchement sur sa propre demande, un abonné sollicite la réouverture du branchement et la réinstallation du compteur, le Service des Eaux exigera une indemnité représentative de frais égale à la repose du compteur.

Il en est de même en cas de changement de type de contrat d'abonnement par le même abonné.

Les abonnés sont tenus d'avertir le Service des Eaux au moment de leur départ. Faute d'avoir accompli cette formalité, ils restent redevables de l'abonnement et des volumes d'eau consommés dans leur ancien logement même s'ils ne l'occupent plus.

L'ancien abonné ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants droit restent responsables vis à vis du Service des Eaux, de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

En cas de division de l'immeuble, chacun des copropriétaires doit souscrire obligatoirement un contrat d'abonnement auprès du Service des Eaux.

Le contrat d'abonnement n'est pas transférable d'un immeuble à un autre.

ART. 10- CONTRATS D'ABONNEMENTS ORDINAIRES

Les contrats d'abonnements ordinaires font l'objet d'un tarif fixé annuellement par la collectivité compétente.

Le prix de l'eau comprend une partie forfaitaire et une partie variable basée sur la consommation annuelle constatée.

Il fait l'objet de deux factures :

- Une première facture en début d'année comprend la partie forfaitaire annuelle qui inclut notamment l'abonnement annuel au service, l'entretien, la surveillance, le renouvellement du compteur et 40% de la partie variable (voir article 23).
- Une deuxième facture comprend le solde de la partie variable basée sur la consommation annuelle effectivement constatée après la relève du compteur.

ART. 11- CONTRATS D'ABONNEMENTS SPECIAUX

Le Service des Eaux peut consentir à certains abonnés, dans le cadre de conventions particulières, un tarif différent de celui défini à l'article précédent. Dans ce cas, il sera tenu de faire bénéficier des mêmes conditions les usagers placés dans une situation identique à l'égard du service.

Peuvent faire l'objet de contrats d'abonnements spéciaux donnant lieu à des conventions particulières :

- 1 – Les établissements publics scolaires, hospitaliers ou autres font l'objet d'abonnements ordinaires, ou d'abonnements spéciaux lorsque l'importance de la consommation le justifie.
- 2 – Dans la mesure où les installations du service permettent de telles fournitures, des abonnements spéciaux dits « de grande consommation », peuvent être accordés, notamment à des industries, pour fourniture de quantités d'eau importantes hors du cas général prévu à l'article ci-dessus.
- 3 – Des abonnements spéciaux peuvent également être accordés à des abonnés disposant de branchements multiples dans des immeubles distincts pour des besoins liés à la même activité agricole, artisanale, commerciale ou industrielle.
Le Service des Eaux se réserve le droit de fixer, si les circonstances l'y obligent, une limite maximale aux quantités d'eau fournies aux abonnés spéciaux des types 2 et 3 ci-dessus, ainsi que d'interdire temporairement certains usages de l'eau ou d'imposer la construction d'un réservoir.
- 4 – Des abonnements dits « abonnements d'attente » peuvent être demandés par des abonnés qui n'ont pas un besoin immédiat de fourniture d'eau, mais veulent faire exécuter la partie principale du branchement. Ces abonnements qui ne comportent pas de fourniture d'eau font l'objet de conventions spéciales. Ils sont obligatoirement transformés en l'un des autres types d'abonnement dans un délai de trois ans maximum.

ART. 12- CONTRATS D'ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Il est strictement interdit à quiconque de prélever de l'eau sur le réseau public par un autre moyen qu'un branchement autorisé dans le cadre d'un contrat abonnement. En particulier, l'utilisation des prises d'incendie ou de bouches de lavage est interdite, ces prises ne devant être manœuvrées que par les agents du service public ou par les corps de sapeurs-pompier. Tout manquement donnera lieu à des poursuites judiciaires et à la facturation d'un volume d'eau qui sera fixé par délibération de la collectivité.

Des contrats d'abonnements temporaires peuvent cependant être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

Le Service des Eaux peut subordonner la réalisation de branchements provisoires pour abonnement temporaire au versement d'un dépôt de garantie à fixer dans chaque cas particulier.

Au cas où, en raison du caractère temporaire des besoins d'eau, l'aménagement d'un branchement spécial ne semblerait pas justifié, un particulier peut, après demande au Service des Eaux, être autorisé à prélever l'eau aux bouches de lavage par l'intermédiaire d'une prise spéciale qui est installée par le Service des Eaux.

Les conditions de fourniture de l'eau, conformément au présent article, donnant lieu à l'établissement d'une convention spéciale.

ART. 13- CONTRATS D'ABONNEMENTS PARTICULIERS POUR LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le Service des Eaux peut consentir, s'il juge la chose compatible avec le bon fonctionnement de la distribution, des abonnements pour lutter contre l'incendie, à la condition que les demandeurs souscrivent ou aient déjà souscrit un contrat d'abonnement ordinaire ou de grande consommation.

La résiliation du contrat d'abonnement est faite d'office, en cas de cessation ou de non-paiement de l'abonnement ordinaire ou de grande consommation.

Les abonnements pour lutte contre l'incendie donnent lieu à des conventions spéciales qui en règlent les conditions techniques et financières.

Ces conventions définissent les modalités de fournitures d'eau et les responsabilités respectives des parties. Elles précisent notamment les modalités et la périodicité selon lesquelles le bon état des installations, y compris le débit et la pression prévus par l'abonnement, sera vérifié par l'abonné à ses frais.

L'abonné renonce à rechercher le Service des Eaux en responsabilité pour quelque cause que ce soit, en cas de fonctionnement insuffisant de ses propres installations et notamment de ses prises d'incendie.

CHAPITRE 3

Branchement, compteurs et installations intérieures

ART. 14- MISE EN SERVICE DU BRANCHEMENT ET DU COMPTEUR

La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'après paiement au Service des Eaux des sommes dues pour son exécution, conformément à l'article 22 ci-après.

Les compteurs sont posés et entretenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité par le Service des Eaux.

Le compteur doit être placé en propriété privée, aussi près que possible des limites du domaine public, de façon à être accessible facilement en tout temps aux agents du Service des Eaux.

Le compteur est installé par le service des Eaux si nécessaire dans un abri spécial conforme aux règles de l'art assurant son accès et sa protection dans le cas d'une utilisation normale.

Si la distance séparant le domaine public des premiers bâtiments de l'abonné est jugée trop longue par le Service des Eaux, le compteur doit être posé dans une niche ou un regard qui est placé chez l'abonné, aussi près que possible de la limite du domaine public.

Dans les agglomérations, le compteur peut être placé en domaine public sous réserve de l'accord du Service des Eaux.

Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur doit rester accessible afin que le Service des Eaux puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite.

Le calibre des compteurs est fixé comme suit :

Débit caractéristique		Consommation annuelle
<u>Diamètre nominal</u>		<u>Maximal</u>
3 m ³ /h.	15 mm	1 000 m ³
5 m ³ /h..	20 mm	1 800 m ³
10 m ³ /h..	32 mm	5 000 m ³
20 m ³ /h..	40 mm	12 500 m ³

Si la consommation annuelle d'un abonné ne correspond pas aux valeurs indiquées ci-dessus, le Service des Eaux remplace, aux frais de l'abonné, le compteur par un autre compteur de calibre approprié.

Le Service des Eaux se réserve le droit de limiter le calibre du compteur et d'imposer la construction d'un réservoir particulier à tout usager dont le régime de consommation risquerait de nuire à la distribution.

L'abonné doit signaler sans retard au Service des Eaux tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement et du compteur.

Les dispositifs spécifiques aux logements collectifs (compteur, branchement) sont décrits en annexe au présent règlement.

ART. 15- INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE, FONCTIONNEMENT, REGLES GENERALES

L'usager assure la garde et la surveillance des parties de branchements situées à l'intérieur des propriétés privées et doit prendre toute mesure utile pour les préserver du gel.

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations après le compteur sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais. Le Service des Eaux est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution. L'abonné est seul responsable des dommages causés au Service des Eaux ou aux tiers, tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins.

Tout appareil défectueux qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour le branchement, notamment par coup de bélier, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture du branchement : Le Service des Eaux peut, le cas échéant, **imposer un dispositif anti-bélier**. En particulier les robinets de puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier.

Conformément au règlement sanitaire, les installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par des matières résiduelles, des eaux novices ou toute autre substance non désirable.

Lorsque les installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental, le Service des Eaux, la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales ou tout organisme mandaté par la collectivité peuvent, en accord avec l'abonné, procéder à leur vérification. En cas d'urgence ou de risque pour la santé publique, ils peuvent intervenir d'office.

Le Service des Eaux se réserve expressément le droit de vérifier à toute époque les installations intérieures, en ce qui concerne les actions nuisibles qu'elles pourraient avoir sur la distribution publique, sans que les vérifications engagent sa responsabilité, tant auprès des tiers que des abonnés, qui doivent faciliter ces opérations sous peine de fermeture de leur branchement.

Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de tuyaux, notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander au Service des Eaux, avant leur départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé à leur frais (dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 24).

ART. 16- INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE, CAS PARTICULIERS

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit en avvertir le Service des Eaux. **Toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite.**

L'emploi d'appareils pouvant créer une aspiration dans la canalisation publique à travers le branchement est interdit. Il en est de même des dispositifs ou appareils qui permettraient le retour d'eau de l'installation intérieure vers le réseau. En particulier, les abonnés possesseurs de générateurs d'eau chaude doivent munir la canalisation amenant l'eau froide à ces appareils de clapets de retenue, entretenus en bon état pour éviter, en toutes circonstances, le retour de l'eau chaude vers le compteur.

Dans le cas de branchements desservant des installations utilisant l'eau à des fins non domestiques et comportant des risques de contamination pour le réseau, le service pourra prescrire la mise en place à l'aval immédiat du compteur d'un dispositif anti-retour bénéficiant de la marque NF Antipollution ou agréé par l'autorité sanitaire. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon fonctionnement.

Pour raison de sécurité, l'utilisation des installations intérieures et du branchement comme dispositif de mise à la terre des installations et appareillages électriques de l'abonné est interdit.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement ou la résiliation de son contrat d'abonnement.

ART. 17- INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE - INTERDICTIONS

Il est formellement interdit à l'abonné :

1. D'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires, d'en disposer soit gratuitement, soit à prix d'argent, en faveur de tout autre particulier ou intermédiaire, sauf en cas d'incendie.
2. De pratiquer tout piquage ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement, depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur.
3. De modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, de briser les cachets en plomb de cet appareil.
4. De faire sur son branchement aucune opération autre que la fermeture ou l'ouverture du robinet ou du robinet de purge.

Toute infraction au présent article expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice des poursuites que le service pourrait exercer contre lui.

Toutefois, la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable de quinze jours notifiée à l'abonné, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

ART. 18- MANŒUVRE DES ROBINETS SOUS BOUCHE A CLE ET DEMONTAGE DES BRANCHEMENTS

La manœuvre des robinets sous bouche à clé et le démontage de chaque branchement sont uniquement réservés au Service des Eaux et **interdits aux usagers**. En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit, en ce qui concerne son branchement, se borner à fermer le robinet du compteur.

Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par le Service des Eaux ou l'entreprise agréée et aux frais du demandeur. Les matériaux à provenir du démontage restent la propriété du Service des Eaux.

ART. 19- COMPTEURS : RELEVES, FONCTIONNEMENT, ENTRETIEN

L'abonné est tenu de signaler toute panne de compteur.

Toutes facilités doivent être accordées au Service des Eaux pour le relevé du compteur qui a lieu au moins une fois par an pour les abonnements ordinaires et dans les conditions prévues à leur contrat pour les abonnements spéciaux. Si, à l'époque d'un relevé, le Service des Eaux ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place, soit un avis de second passage, soit une carte-relevé que l'abonné doit retourner complétée au Service des Eaux dans un délai maximal de dix jours. Si lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si la carte-relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée à 120 m³. Si la moyenne des trois dernières consommations est inférieure à 120 m³, ultérieurement la consommation est régularisée. Dans le cas où la moyenne des trois dernières consommations est supérieure à 120 m³, la consommation est fixée provisoirement à la moyenne des trois dernières consommations, ultérieurement la consommation est régularisée. En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors du relevé suivant, le Service des Eaux est en droit d'exiger de l'abonné un rendez-vous afin de relever l'index au compteur. S'il y a refus, le Service des Eaux est en droit de procéder à la fermeture du branchement.

Lorsque le compteur est bloqué, la consommation de l'année durant laquelle le compteur s'est bloqué est calculée sur la base de la consommation moyenne des 3 dernières années.

Dans le cas où l'abonné refuserait de laisser effectuer les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, le Service des Eaux supprime immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de la redevance annuelle d'abonnement jusqu'à la fin de l'abonnement.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais du Service des Eaux que les compteurs ayant subi des détériorations et des usures normales. Tous remplacements et toutes réparations de compteur dont le plomb de scellement aurait été volontairement enlevé et qui aurait été ouvert et démonté ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (incendie, introduction de corps étrangers, chocs extérieurs, retours d'eau chaude, détériorations [gel] suite à une atteinte au dispositif de protection prévu à l'article 14) sont effectués par le Service des Eaux, aux frais exclusifs de l'abonné, auquel incombe le soin de prendre les mesures nécessaires pour éviter les accidents dont il s'agit.

Les dépenses ainsi engagées par le Service des Eaux pour le compte d'un abonné font l'objet d'une facture dont le montant est recouvré dans la même forme que les divers produits de la fourniture d'eau.

ART. 20- CONSOMMATIONS ANORMALES

En cas de variation de consommation importante d'une année sur l'autre, le Service des Eaux avertit l'abonné lors de la relève du compteur.

Si cette variation de consommation est due à une négligence ou faute de l'abonné (défaut d'entretien, de conception d'installation, inaccessibilité du poste de comptage) ou à une fuite visible, l'abonné ne pourra solliciter une réduction de la consommation facturée.

ART. 21- COMPTEUR : VERIFICATION

L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de son compteur.

La vérification est effectuée sur place par le Service des Eaux, en présence de l'abonné, sous forme de jaugeage. En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur, en vue de son étalonnage. Si les indications du compteur sont reconnues exactes, à moins de 10% près, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné.

Les frais sont fixés forfaitairement. Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérifications sont supportés par le Service des Eaux.

De plus, la facturation sera, s'il y a lieu, rectifiée à compter du précédent relevé.

Le Service des Eaux a le droit de procéder à tout moment et à ses frais à la vérification des indications de compteurs des abonnés.

CHAPITRE 4

Paiements

ART. 22- PAIEMENTS DU BRANCHEMENT ET DU COMPTEUR

Toute installation du branchement donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement au vu d'un devis établi par le Service des Eaux, sur la base du bordereau de prix.

Les compteurs appartiennent au Service des Eaux, ils sont fournis et mis en place par le Service des Eaux. Les frais de pose sont à la charge des abonnés.

Conformément à l'article 14 ci-dessus, la mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

ART. 23- PAIEMENTS DES FOURNITURES D'EAU

Le paiement des factures de fourniture d'eau est effectué par le propriétaire titulaire du contrat d'abonnement ou par tout tiers désigné (locataire...).

Le règlement de la 1^{ère} facture vaut acceptation des conditions particulières du contrat et du règlement de service.

Le prix de l'eau comprend :

- une partie forfaitaire incluant notamment l'abonnement annuel, entretien, surveillance, renouvellement du compteur.
- Une partie variable : fonction de la consommation constatée.

La partie forfaitaire est facturée d'avance. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), elle est facturée ou remboursée prorata temporis.

La partie variable est facturée en deux fois :

- une 1^{ère} fois avec la partie forfaitaire sous forme d'un acompte correspondant à 40% de la moyenne des trois dernières consommations annuelles si celle-ci dépasse 60m³.
- Une 2^{ème} fois pour le solde, une fois la consommation relevée au compteur.

Sauf disposition contraire, le montant des factures d'eau doit être acquitté dans le délai maximum de 20 jours suivant la réception de la facture. Toute réclamation doit être adressée par écrit au Service des Eaux.

Si les factures d'eau ne sont pas payées dans un délai de 20 jours à partir de la réception de la facture, et si l'abonné ne peut apporter la preuve du bien-fondé de sa réclamation, le branchement peut être fermé jusqu'à paiement des sommes dues, un mois après notification de la mise en demeure, sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées contre l'abonné. La réouverture du branchement intervient après justification par l'abonné auprès du Service des Eaux du paiement de l'arriéré. S'il y a récurrence, le Service des Eaux a le droit de résilier le contrat d'abonnement.

Les factures sont mises en recouvrement par le Service des Eaux habilité à en faire poursuivre le versement par tous les moyens de droit commun.

ART. 24- FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE DU BRANCHEMENT

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné. A titre de simplification et dans un esprit d'égalité de traitement, le montant de chacune de ces opérations est fixé forfaitairement par le tarif qui distingue :

- Une fermeture demandée en application du dernier alinéa de l'article 15.
- Une impossibilité de relevé du compteur ou un non-paiement des redevances, sauf le cas où la réclamation de l'abonné est justifiée.
- Une réouverture d'un branchement fermé en application de l'article 17.
- La remise en service d'un branchement particulier résilié.

Lorsqu'une fermeture intervient pour une autre raison que la résiliation d'un contrat d'abonnement, la facturation de l'abonnement se poursuit tant que le contrat n'est pas résilié. Toutefois, la résiliation du contrat sera considérée comme prononcée à l'issue de la première année suivant la fermeture, sauf demande contraire de l'abonné.

ART. 25- PAIEMENTS DES PRESTATIONS ET FOURNITURES D'EAU RELATIVES AUX CONTRATS D'ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Les frais de pose des tuyaux et du compteur, pour les contrats d'abonnements temporaires, font l'objet de conventions spéciales avec le Service des Eaux et sont à la charge de l'abonné.

La fourniture de l'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par les dites conventions ou, à défaut, par application de celles fixées à l'article 23.

CHAPITRE 5

Interruptions et restrictions du service de distribution

ART. 26- EMPLOI DE L'EAU ET CONDITION DE FOURNITURES

L'eau fournie est de l'eau potable de bonne qualité.

En cas de difficultés d'approvisionnement, le Service des Eaux se réserve le droit d'en interdire ou limiter l'emploi pour certains services (jardins, besoins non domestiques, piscines etc...).

Les abonnés ne peuvent réclamer aucune indemnité au Service des Eaux pour les interruptions momentanées de la fourniture résultant des gelées, de sécheresse, de réparations ou de toutes autres causes analogues considérées comme cas de force majeure. Il en est de même pour les variations de pression et la présence d'air dans les conduites ainsi que la variation des qualités physiques ou chimiques.

En cas de coupures d'eau nécessitées par des travaux d'entretien prévisibles, le Service des Eaux sera tenu d'informer ses abonnés 24h à l'avance.

Dans certains quartiers, hameaux ou fermes isolées, situés sur des points hauts, il pourra être conseillé l'installation d'un surpresseur. Il en est de même, sur certains points bas, avec la pose d'un réducteur de pression. Ces modifications seront à la charge des demandeurs.

ART. 27- RESTRICTIONS A L'UTILISATION DE L'EAU ET MODIFICATIONS DES CARACTERISTIQUES DE DISTRIBUTION

En cas de force majeure, notamment de pollution des eaux, le Service des Eaux a, à tout moment, le droit d'apporter en accord avec la collectivité des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de la distribution, ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

Le Service des Eaux se réserve le droit, dans l'intérêt général, de procéder à la modification du réseau de distribution, ainsi que de la pression du service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent en être modifiées et sans que ceux-ci puissent réclamer une indemnité ou une réduction de prix de l'abonnement.

ART. 28- CAS DU SERVICE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à gueule bée. Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'augmenter ce débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau.

Lorsqu'un essai des appareils d'incendie est prévu, le Service des Eaux doit en être averti trois jours à l'avance de façon à pouvoir y assister éventuellement et, le cas échéant, y inviter le service de protection contre l'incendie.

En cas d'incendie ou d'exercices de lutte contre l'incendie, les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

La manœuvre des robinets sous bouche à clé et des bouches et poteaux d'incendie incombe au seul Service des Eaux et services de protection contre l'incendie.

CHAPITRE 6

Pénalités

ART. 29- PENALITES

Indépendamment du droit que le Service des Eaux se réserve par les précédents articles de suspendre les fournitures d'eau et de résilier d'office le contrat d'abonnement sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, les infractions au présent Règlement sont, en tant que de besoin, constatées, soit par les agents du Service des eaux, soit par le Président ou son délégué et peuvent donner lieu à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Dans le cas où le contrat d'abonnement a été résilié suite à une infraction au présent règlement, l'abonné devra s'acquitter des coûts de remise en eau du branchement, en plus du paiement des factures relatives au contrat d'abonnement antérieur.

CHAPITRE 7

Dispositions d'application

ART. 30- DATE D'APPLICATION

Le présent Règlement est mis en vigueur dès que les délais légaux de consultation auprès de l'autorité préfectorale seront exécutés, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ART 31- MODIFICATION DU REGLEMENT

Des modifications au présent Règlement peuvent être décidées par le Comité Syndical et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le Règlement initial. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur que le **1^{er} du mois** suivant le Comité Syndical ayant adopté ce Règlement.

ART 32- CLAUSE D'EXECUTION

Le Président du Syndicat, les agents du Service des Eaux habilités à cet effet, et le Receveur du Syndicat en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent Règlement

Délibéré et voté par le Comité Syndical du *Syndicat des Eaux Barousse Comminges Save* dans sa séance du 22 novembre 2008.

Le Président du Syndicat,

« Lu et approuvé »

Approuvé en Sous-Préfecture de St Gaudens le 12 décembre 2008.